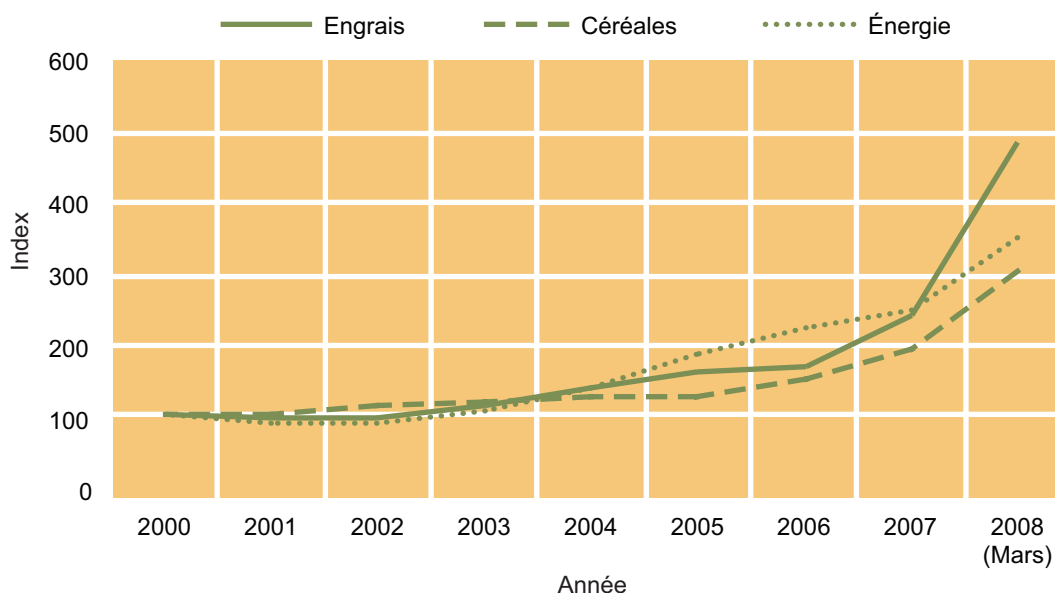


FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES : TENDANCES, CAUSES ET PERSPECTIVES

Depuis janvier 2006, les prix des céréales ont plus que doublé, et plus de 60 % de cette augmentation a eu lieu depuis janvier 2008 (Figure 1). Individuellement, l'augmentation des prix des céréales de base a été encore plus importante, la moyenne mensuelle du prix du blé ayant doublé depuis janvier 2006 et celle du riz ayant triplé rien qu'entre janvier et avril 2008. Bien que le ministère de l'Agriculture des États-Unis prévoie une production record de blé, de maïs, de riz et de graines oléagineuses pour 2008 et 2009, l'impact de la hausse des approvisionnements sur les prix ne devrait être que progressive, les prix devant probablement rester au-dessus des niveaux de 2004 jusqu'en 2015 pour la plupart des cultures vivrières (Tableau 1).

Figure 1. Index pondéré des prix des matières premières de la Banque mondiale



Source : Groupe Perspectives du développement de la Banque mondiale.

**Tableau 1. Indice des prix réels des produits alimentaires prévus
(Prix réels : 2004=100)**

Cultures vivrières	2007	2008	2009	2010	2015
Maïs	138	182	197	194	148
Blé	144	201	179	156	131
Riz	128	231	208	155	160
Soja	119	156	149	142	115
Huile de soja	136	187	173	160	110
Sucre	133	157	167	176	182

Source : Groupe Perspectives du développement de la Banque mondiale.

Les prix ont augmenté en raison d'un certain nombre de facteurs individuels qui ont conduit à une spirale des prix. Ces facteurs comprennent : la hausse des prix des engrais et de l'énergie, la dépréciation du dollar américain, la forte augmentation de l'utilisation des céréales et des huiles végétales dans la production de biocarburants et la chute des stocks mondiaux de céréales due à des modifications de politiques en matière de stocks régulateurs de l'Union européenne et des États-Unis. Les sécheresses en Australie, la demande mondiale croissante en céréales (à l'exception de la demande pour la production de biocarburants) et l'activité spéculative des investisseurs ont joué un moindre rôle dans cette flambée des prix. Les politiques contre-productives d'exportateurs et importateurs clés, comme l'introduction de restrictions et d'interdictions sur les exportations de riz et de blé et les achats frénétiques des grands importateurs de riz, n'ont fait qu'empirer la situation.

RÉPERCUSSIONS SUR LA PAUVRETÉ MONDIALE ET LA SITUATION BUDGÉTAIRE DES PAYS

La hausse des prix alimentaires mondiaux contribue à l'augmentation des prix intérieurs. Par conséquent, jusqu'à 105 millions de personnes

supplémentaires à travers le monde pourraient tomber dans la pauvreté. Même dans les pays où la sécurité alimentaire est moins précaire, comme la Tanzanie, le prix du maïs (principal aliment de base) a doublé au cours de l'année dernière. De récentes études réalisées par la Banque mondiale suggèrent que la pauvreté mondiale totale aurait enregistré une hausse se chiffrant entre 73 et 105 millions de personnes en raison de la hausse des prix du riz et que près de 30 millions de personnes supplémentaires pourraient tomber dans la pauvreté rien que sur le continent africain. L'augmentation des prix des denrées alimentaires pourrait également accroître les inégalités au sein des pays. Cette augmentation des prix aggrave déjà la malnutrition des enfants et la vulnérabilité d'un grand nombre d'enfants vivant dans des conditions de conflit, d'instabilité et de sécheresse. Désormais, des millions de ménages pauvres sautent des repas ou se tournent vers des céréales moins chères et de moins bonne qualité.

L'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la balance des paiements d'un pays varie en fonction de sa dépendance vis-à-vis des importations alimentaires et de son niveau de réserves. Selon les estimations du FMI, la hausse des prix des denrées alimentaires à elle seule n'aura pas d'impact important sur la balance des paiements d'un pays, mais si elle est associée à la

flambée des prix du carburant, l'impact peut être très néfaste. En outre, plusieurs des pays les plus exposés aux importantes hausses internationales des prix des denrées alimentaires disposent également de capacités budgétaires limitées pour y faire face.

PROPOSITIONS POUR UNE RÉPONSE MONDIALE INTÉGRÉE À LA CRISE ALIMENTAIRE

La nature même de la faim justifie une réponse urgente, mais le besoin d'intervenir rapidement va au-delà de l'aide humanitaire et de filets de protection sociale. Il faut aider ces pays à éviter les politiques à court terme qui auraient pour effet de transmettre leur fardeau aux pays voisins ou de le repousser aux années suivantes. Parmi les actions recommandées de la Banque mondiale figure une Nouvelle donne pour une politique alimentaire mondiale qui s'articule autour d'actions clés dans les domaines suivants :

- Répondre aux besoins immédiats et atténuer les pires répercussions au sein des populations vulnérables ;
- Apporter une assistance technique et financière pour encourager une réponse au niveau des approvisionnements agricoles ;
- Lancer un nouvel engagement envers l'agriculture dans les pays en développement ;
- S'engager à examiner à nouveau les politiques relatives aux biocarburants dans les pays du G8 ;
- Adopter un rôle directeur au plus haut niveau politique afin de coordonner les principaux pays importateurs et exportateurs et ainsi mettre fin à la spirale des prix ; et
- Favoriser le bon fonctionnement du système de commerce international afin d'éviter des crises semblables à l'avenir.

LA CONTRIBUTION DE L'IDA À CETTE RÉPONSE

L'IDA est bien placée pour aider les pays à identifier la combinaison appropriée de politiques à court

et à moyen termes nécessaire pour protéger les groupes vulnérables et occupe également un rôle de leader dans le programme mondial de politiques relatif aux hausses structurelles des prix des denrées alimentaires. La Banque et ses partenaires du développement ont grandement soutenu la demande pour une Nouvelle donne pour une politique alimentaire mondiale. La Banque travaille actuellement en étroite collaboration avec les agences de l'ONU sur une stratégie commune pour faire face à la crise alimentaire. Cette approche sert de plateforme pour les pays et les donateurs qui peuvent ainsi construire leur programme en suivant un modèle de développement propre à chaque pays et basé sur les réponses spécifiques de ce pays. La réponse de la Banque s'articule autour de quatre piliers principaux :

i) Conseil politique

Depuis août 2008, la Banque est engagée dans un dialogue politique avec plus de 40 pays, majoritairement des pays aidés par l'IDA, afin de les aider à faire face à la crise alimentaire. Les instruments utilisés comprennent : des diagnostics rapides sur la situation des pays, un dialogue de haut niveau et des communications publiques, ainsi qu'un travail analytique approfondi. Le personnel de la Banque évalue également la sécurité alimentaire et les retombées de la crise sur le commerce au niveau régional. Voici des exemples de soutien récemment accordé par la Banque à des pays clients de l'IDA suite à la hausse des prix des produits alimentaires :

- Au Kazakhstan, la Banque mondiale, avec le Premier ministre et son cabinet, a tenu un atelier sur les prix des produits alimentaires afin d'évaluer les meilleures options pour gérer les pressions inflationnistes et la réponse agricole. En Afghanistan, une note a été publiée au sujet des actions à court terme pour soutenir les groupes vulnérables et des options à long terme pour assurer un approvisionnement approprié. En Indonésie et aux Philippines, la Banque donne des conseils sur les options permettant d'étendre les transferts de fonds aux personnes les plus démunies. En Haïti, la

Banque a fourni son soutien au gouvernement pour l'évaluation d'une subvention temporaire du prix du riz. Au Mozambique, la Banque collabore avec une équipe interministérielle pour identifier les meilleurs modèles de subventions ainsi que d'autres interventions pour faire face à l'augmentation des prix des produits alimentaires.

- La Banque agit également au niveau régional dans les pays aidés par l'IDA. Au Nicaragua, une équipe a tenu un sommet sur l'augmentation des prix alimentaires et ses répercussions régionales qui réunissait les dirigeants de 14 pays des Caraïbes et d'Amérique Latine. La Banque contribue aussi à enrichir le dialogue en Asie de l'Est, en soutenant les initiatives de recherche entreprises au niveau régional dans le domaine de l'agriculture, et en facilitant la coordination des échanges commerciaux.

ii) Accélération du soutien financier

En mai 2008, le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé la création d'un Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP), un mécanisme de financement rapide permettant aux pays gravement touchés par la crise alimentaire de bénéficier de conseils techniques et d'accéder à un soutien financier pouvant atteindre 1,2 milliard de dollars (dont 200 millions sous forme de dons provenant des revenus de la Banque). L'objectif du GFRP consiste à atténuer les conséquences de la hausse des prix alimentaires et de l'envolée des coûts des produits agricoles sur les conditions de vie des habitants pauvres des pays en développement. Ces interventions viendront compléter les réponses d'urgence à court terme du Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres bailleurs de fonds. Le PAM est un crédit global permettant d'accéder aux dons, crédits et prêts de l'IDA et de la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), destinés à financer divers instruments tels que des investissements ou des programmes. En plus des fonds octroyés aux pays, le GFRP apporte un soutien financier aux initiatives régionales pouvant prétendre aux financements de l'IDA.

Tous les pays membres de la Banque durement touchés par la crise alimentaire sont admis à participer. Toutefois, l'accès aux 200 millions de dollars de dons, plafonné à 10 millions par pays, est réservé aux pays et aux zones les plus fragiles, les plus pauvres et les plus touchés par la crise, et qui n'ont qu'un accès limité aux financements immédiats.

À la fin du mois de mai 2008, des dons **ont été approuvés** pour les pays suivants : Djibouti (5 millions de dollars), Haïti (10 millions de dollars), le Liberia (10 millions de dollars). En juin, des dons ont été approuvés pour le Tadjikistan (9 millions de dollars) et le Yémen (10 millions de dollars), et un crédit de l'IDA a été approuvé pour le Kirghizistan (10 millions de dollars) afin que ce pays élargisse un petit programme d'aide sociale bien ciblé et qu'il puisse faire face aux carences alimentaires croissantes. Avant la fin du mois d'août, il est prévu d'accorder un supplément de 111 millions de dollars en subventions et de 10 millions de dollars en crédits de l'IDA à 16 autres pays aidés par l'IDA. Ces pays ont été identifiés comme fortement prioritaires sur la base des évaluations rapides des besoins entrepris sur le terrain avec le PAM, la FAO et le FIDA. Tous ces projets permettront de renforcer les filets de protection sociale pour les populations les plus vulnérables, et d'assurer l'apport de micronutriments pour lutter contre la malnutrition et la fourniture rapide de semences et d'engrais aux petits agriculteurs, dans le but de compenser la forte réduction des recettes fiscales dans certains pays. À Djibouti par exemple, la Banque soutient le gouvernement dans sa décision d'exempter de taxes les produits alimentaires de base et l'aide à renforcer l'aide alimentaire, l'assistance sociale et les programmes qui s'y rapportent¹ :

- **Création d'un fonds d'affectation multi-donateurs.** Le Fonds d'affectation multi-donateurs (FAMD) a été créé afin de permettre à un large éventail de partenaires du développement

1. *Djibouti – Food Crisis Response Development Policy Grant* (Djibouti – Aide financière aux politiques de développement pour répondre à la crise alimentaire), document du programme, 22 mai 2008, pages 15 et 36.

de prendre part aux efforts fournis par les pays face à la crise. Ce fonds sera utilisé pour soutenir toutes les initiatives prises dans le cadre du GFRP, notamment celles prises en collaboration avec les bénéficiaires et les partenaires de l'aide, pour fournir des engrais et des semences pour les récoltes à venir, en particulier aux petits agriculteurs. Il facilitera aussi la coordination de politiques et d'opérations des partenaires de développement adaptée au contexte du pays.

- **Accélération des projets pertinents en préparation.** Dans un grand nombre de cas, la préparation de certains projets a été accélérée afin de soutenir la réponse mise en place par les pays. Par exemple, les projets de recherche consacrés à l'agriculture, à l'irrigation et aux réformes politiques sont avancés aux Philippines.
- **Soutien aux projets du Programme alimentaire mondial.** Au Tadjikistan et au Liberia, certains des appuis financiers de la Banque seront probablement canalisés par le biais des projets du PAM, à la demande des gouvernements bénéficiaires. Au Tadjikistan, également à la demande du gouvernement bénéficiaire, certains financements seront fournis par le biais des programmes de la FAO ou du PAM pour l'achat de semences.

iii) Produits de gestion des risques financiers.

La Banque travaille également pour que les pays aient accès aux produits de gestion des risques financiers et qu'ils approfondissent leurs connaissances dans ce domaine. Au mois de juin de cette année, le Conseil de la Banque a approuvé la proposition du Trésor concernant des produits dérivés climatiques indexés pour les pays aidés par la BIRD et l'IDA. Suite à un événement climatique violent, les clients percevront de la Banque un paiement dont la valeur est déterminée sur une base indicelle. Le Malawi est le premier, parmi plusieurs pays, qui utilisera probablement la Banque mondiale comme intermédiaire pour accéder au marché des produits dérivés climatiques. La Banque aide également les pays à adopter des stratégies de couverture de leurs denrées alimentaires. En

Afrique australe, cela signifie travailler avec les grandes banques et sociétés commerciales qui peuvent offrir des contrats à terme personnalisés pour aider à diminuer le risque de volatilité du prix et de l'offre du maïs. De telles approches peuvent être utilisées comme des bases de construction de réserves stratégiques « virtuelles » qui sont plus efficaces et en harmonie avec le marché que l'augmentation réelle de réserves. Elles peuvent également être utiles pour réduire les coûts et risques financiers des programmes d'aide alimentaire.

iv) Recherches pour combler des lacunes importantes de connaissances.

La formulation de réponses politiques appropriées à la crise alimentaire exige une base solide de connaissances empiriques, tant au niveau national qu'international. Ce savoir existe déjà dans certains domaines et peut être exploité. Dans d'autres secteurs, il existe des lacunes considérables qui doivent être rapidement comblées. En collaboration avec d'autres organismes et institutions, l'IDA est impliquée dans la mise en place d'un programme d'analyse complet qui s'articule autour de six axes principaux de la Banque mondiale :

- L'évolution internationale des marchés et des prix des produits alimentaires (facteurs, projections).
- La flambée des prix alimentaires, ses conséquences sur la pauvreté et ses impacts en matière d'alimentation et de répartition.
- Les conséquences de la crise sur les plans budgétaire et macroéconomique ainsi que les mesures adoptées pour y remédier.
- La crise et les échanges commerciaux : impacts et solutions au niveau national et international.
- L'élaboration d'une solution facilitant l'approvisionnement en produits agricoles.
- La mise en place de filets de protection sociale pour atténuer les conséquences sociales de la crise.

Juillet 2008

<http://www.banquemonde.org/ida>